

Le 13 OCTOBRE :

**les organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, Solidaires, FSU
et les organisations de jeunesse Union Étudiante Auvergne, La Voix Lycéenne et la FeDEA
appellent à la grève et à une puissante mobilisation
En France et en Europe
CONTRE l'austérité, CONTRE la réforme des retraites,
POUR l'augmentation générale des salaires,
POUR l'égalité entre les femmes et les hommes.**

Obsédé par le maintien d'un système inégalitaire qui profite aux ultras-riches et précarise la grande majorité de la population, le pouvoir emploie des méthodes autoritaires et liberticides pour briser toute contestation. Les libertés y compris syndicales sont durement bafouées avec une criminalisation de l'action syndicale qui s'accélère depuis le passage en force de la réforme des retraites. Certains dans le camp gouvernemental suggèrent même l'interdiction des grèves, des manifestations et des rassemblements dans certaines occasions. Les organisations syndicales et de jeunesse refusent cette dérive autoritaire du gouvernement et rappellent leur attachement indéfectible aux libertés démocratiques, individuelles et collectives, en particulier le droit de grève et le droit de manifestation et s'opposent à toute tentative de remise en cause de ces droits.

Dans un contexte de forte inflation et de recul du pouvoir d'achat, Macron poursuit une politique de régression sociale qui aggrave les inégalités sociales, piétine notre modèle social en stigmatisant les plus faibles avec des réformes destructrices (accès réduit aux prestations sociales, à l'assurance chômage) et qui ne fait qu'accroître la crise politique et sociale et menace la démocratie. La jeunesse sert de variable d'ajustement, cumule les emplois précaires, de courte durée et faiblement rémunérés. Les jeunes sont en moyenne deux fois plus touchés par le chômage que l'ensemble de la population.

Pourquoi le 13 octobre ?

Sont actuellement discutés au Parlement les budgets des services publics et de la Sécurité sociale. Ces deux projets de loi sont soumis aux règles européennes d'austérité qui sont systématiquement appliquées en défaveur des travailleurs-ses et des citoyens-nes. Les services publics sont une richesse pour toutes et tous. Et au parlement européen est également discuté le budget de l'UE ; celui-ci s'inscrit dans la poursuite et l'aggravation de l'austérité et ne répond pas aux aspirations des travailleurs-ses d'Europe : la protection des plus fragiles, des hausses de salaires, la taxation des bénéfices extraordinaires réalisés par les grandes entreprises dans tous les pays de l'Union Européenne et des mesures de lutte contre l'enrichissement, pour la justice fiscale, sociale et environnementale.



CONTRE l'austérité : chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle ni contrepartie. C'est le moment de faire entendre la voix des travailleuses et des travailleurs : nous voulons vivre dignement de notre travail, travailler moins et mieux, avec des budgets pour tous les services publics et non pour les intérêts des groupes privés. Nous voulons des moyens de contrôles fiables et des contreparties en cas de manquement dans l'utilisation de ces aides.



POUR l'abrogation de la réforme des retraites : la réforme des retraites qui s'applique depuis le 1er septembre est toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire. Pour les organisations syndicales et de jeunesse, la page n'est pas tournée et elles demandent l'abrogation de la loi qui vole deux ans de vie aux salarié·es. Le combat se poursuit aussi en mettant la pression dans les négociations en cours pour l'Agirc-Arcco (retraites complémentaires) et en refusant le coup de force que prépare le gouvernement pour en ponctionner les réserves. De même pour les négociations qui doivent s'ouvrir dans les branches au sujet des départs anticipés remettant la pénibilité au cœur des négociations, sans oublier la revendication d'une véritable retraite progressive dans le public.

POUR l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux : alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente ! Grâce à nos mobilisations, c'est l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun. Une partie des jeunes a délaissé le salariat au profit de l'ubérisation pour tenter d'être financièrement autonomes. Ils n'ont gagné ni en autonomie ni en reconnaissance sociale, et ont lourdement perdu sur le plan de la protection sociale. Oubliés le droit à la formation, au chômage ou à la retraite...



POUR l'égalité entre les femmes et les hommes : malgré l'affichage « grande cause nationale » par le gouvernement Macron, les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne. Ces écarts sont liés à 5 facteurs : les temps partiels souvent imposés, l'écart cumulé sur les carrières, la non mixité des emplois qualifiés et à responsabilité et la dévalorisation des métiers à prédominance féminine, l'écart sur la part variable de la rémunération (primes, heures supplémentaires...), de la « discrimination pure ». Parler d'égalité entre les femmes et les hommes, et même de féminisme, est très tendance dans le monde de l'entreprise. Mais le seul moyen de garantir l'application des lois sur l'égalité professionnelle, c'est de sanctionner les entreprises et administrations qui ne les appliquent pas.

Les organisations syndicales et les organisations de jeunesse appellent à la grève et à la manifestation le vendredi 13 octobre à Clermont-Ferrand à partir de 10h00 Place du 1er Mai

